

## Gestion de l'eau

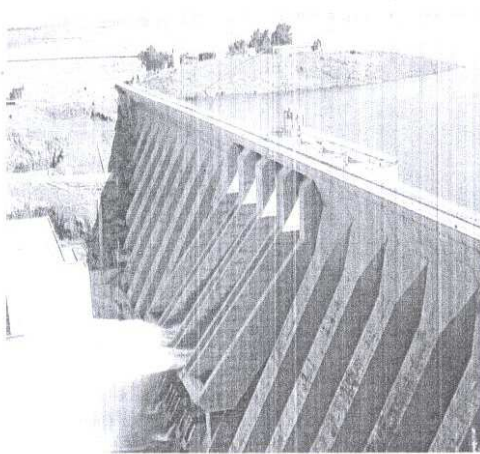
# Les défis qui attendent le Maroc

● Les ressources hydriques du Maroc se réduisent d'année en année et les prévisions à l'horizon 2030 n'augurent rien de bon. Stress hydrique, augmentation de la population, changements climatiques, sécheresse, disparité territoriale, pollution...tour d'horizon des défis qui attendent le royaume.

La demande en eau devrait atteindre à l'horizon 2030 quelque 16,2 milliards de m<sup>3</sup>, au moment où l'offre serait à peine de 11,7 milliards de m<sup>3</sup> ! Un gap énorme qui donne des sueurs froides aux pouvoirs publics. On le sait, le potentiel hydrique du Maroc est limité. Selon les données du ministère délégué chargé de l'Eau, sur l'ensemble des ressources en eau disponibles, évaluées actuellement à 22,2 milliards de m<sup>3</sup>, seulement 13,1 milliards sont des eaux mobilisables dans des conditions techniques et économiques acceptables. Cela équivaudrait à près de 700 mètres cube par habitant/an en moyenne nationale. Nous ne sommes pas loin du ratio critique de 500 m<sup>3</sup>/habitant/an ! Pis encore, ce ratio va en diminuant, ce qui pousse la société civile à tirer la sonnette d'alarme: «En 1961, le Maroc disposait de 2.500 m<sup>3</sup> par habitant/an. Aujourd'hui, suite à la consommation massive et la rareté des pluies, on compte à peine 700 m<sup>3</sup> par habitant/an. Pis, à l'horizon 2050, on atteindra 350 m<sup>3</sup> par habitant/an. C'est vous dire la gravité de la situation et l'importance de la préservation de cette ressource», prévient Houssein Kafouni, président de l'association «Eau et énergie pour tous». En d'autres termes, l'heure est grave. La mobilisation et la préservation des ressources hydriques sont un véritable défi pour le royaume. Le Maroc, conscient des enjeux de la question de l'eau, a mis en place toute une stratégie afin de sécuriser les ressources en eau. La politique des barrages en est son cheval de bataille.

### Match barrage !

Initiée par le roi Hassan II, la politique des barrages a en effet été un élément structurant de la gestion des ressources hydriques au Maroc. Cette politique a porté ses fruits en termes de stockage des



● La politique des barrages, initiée par le roi Hassan II, reste le pilier de la stratégie de gestion de l'eau au Maroc.

apports ponctuels, étendant ainsi la superficie des terrains irrigués à 1,5 million d'hectares et diminuant significativement les risques d'inondation. Preuve des résultats probants obtenus, la politique de la construction des barrages a survécu au changement des gouvernements depuis plus de 40 ans. Ainsi, à l'horizon 2030, le royaume compte mettre en place quelque 59 nouveaux barrages. L'ambition est d'arriver à une capacité de mobilisation additionnelle en eau de 1,7 milliard de m<sup>3</sup>. Aujourd'hui, l'on ne compte pas moins de 14 grands et moyens ouvrages en chantier dans différentes régions. Le tableau de bord du gouvernement prévoit une moyenne de trois grands barrages et 50 petits ouvrages par an. Pour y arriver, les pouvoirs publics ne lésinent pas sur les moyens: le budget alloué à la seule construction est passé de 500 à 600 MDH par an en 2003/2004 à 2,2 MMDH pour l'année 2012. Dans tous les cas, les efforts déployés durant les quatre dernières décennies ont permis de doter le pays d'un important patrimoine d'infrastructures hydrauliques. Le parc des grands barrages est passé de 12 ouvrages

au lendemain de l'indépendance à près de 130 actuellement. Les plus grandes structures sont assurément Al Wahda dans la province de Sidi Kacem (3,8 milliards de m<sup>3</sup>) et Al Massira dans celle de Settat (2,7 milliards de m<sup>3</sup>). Cela dit, la gestion de ces infrastructures n'est pas exempte de dysfonctionnements et la marge d'amélioration reste importante. Le Conseil économique, social et environnemental exige ainsi «le renforcement et la modernisation du processus de maintenance et d'entretien des barrages, des équipements techniques d'exploitation et des ouvrages hydro-agricoles en vue de maintenir leurs performances dans des conditions optimales et réduire le risque de baisse de leurs capacités de stockage due au problème d'envasement».

### Défis

Globalement, la politique des barrages a donné des résultats satisfaisants. Cependant, la partie est loin d'être gagnée et plusieurs défis attendent les pouvoirs publics. À commencer par la généralisation de l'accès de l'eau au monde rural. Certes, le Maroc peut se targuer aujourd'hui d'un taux d'accès à cette ressource précieuse satisfaisant: 99% en milieu urbain et 92% en milieu rural. Néanmoins, le taux de branchement direct des foyers au réseau d'eau potable reste en deçà des attentes, en particulier dans le monde rural: 96% en milieu urbain et quelque 22% dans le milieu rural. Il faut rappeler qu'une pente raide a été remontée pour y arriver: le taux d'accès national moyen à l'eau potable a été porté de 14% en 1994, date du lancement du PAGER (Programme d'approvisionnement groupé en eau potable des populations rurales), à 70% à fin 2005 avant d'atteindre le taux de 95% aujourd'hui. L'ONEP (fusionnée avec l'ONE pour donner l'ONEE) a renforcé ses interven-

tions dans le cadre du PAGER autour de deux axes: La poursuite de la prise en charge de la gestion des petits centres comme point d'ancrage pour rayonner sur le rural avoisinant et le renforcement de l'intervention de l'IAEP à tous les douars limitrophes à ses installations. Les résultats ont été au rendez-vous et les efforts continuent. Sur la période 2013-2016, l'ONEE a prévu d'investir 21,6 MMDH, dont 4,3 MMDH pour l'alimentation en eau potable du milieu rural. Il est également prévu d'intervenir dans près de 80 centres ruraux pour y gérer le service de la distribution d'eau potable. Il est un autre défi qui attend les pouvoirs publics, la lutte contre la pollution de cette ressource. À titre d'exemple, la pollution des eaux souterraines par les nitrates pose de grands problèmes dans les aquifères comme les nappes du Tadla, du Haouz, du Souss, des Triffa et du Saïss situées sous des zones agricoles où l'emploi des fertilisants est de plus en plus intense. Cette situation est d'autant plus préoccupante que dans sa quasi-totalité, le milieu rural s'approvisionne pour son eau potable à partir des eaux souterraines. Par ailleurs, les rejets des eaux usées domestiques et industrielles, évalués en 2004 respectivement à 600 millions de m<sup>3</sup> et à 60 millions de m<sup>3</sup>, seront doublés en l'an 2020. La qualité des ressources en eau subirait à l'avenir une dégradation très avancée sous l'effet de cet accroissement si les réseaux d'assainissement liquide et le parc des stations de traitement, qui n'assurent actuellement l'épuration que de 7% du volume total rejeté, ne se développent pas avec le rythme soutenu requis. Ainsi des efforts considérables sont à consentir notamment dans la dépollution, la réutilisation et la valorisation des ressources en eau non conventionnelles. ●

PAR **TARIK HARI**  
t.hari@leseco.ma

●●●  
En 1961, le Maroc disposait de 2.500 m<sup>3</sup> par habitant, aujourd'hui, on compte à peine 700 m<sup>3</sup> par habitant !